

De l'insouciance à la prise de conscience collective

Du 6 au 18 novembre s'est tenue la 27ème édition de la Conférence de l'Organisation des Nations unies pour le changement climatique, à Charm el-Cheikh en Égypte. Chefs d'États, ministres et négociateurs se sont réunis pour trouver des solutions à un phénomène qui tourmente le monde : le dérèglement climatique. Karine Durand, spécialiste météo, climat et environnement pour la chaîne CNEWS, confie ses inquiétudes et ses espoirs.

Lucie Rousvoal : Le pacte de Glasgow, discuté lors de la COP26, avait pour objectif de finaliser l'Accord de Paris, mais qu'en est-il aujourd'hui ? Les États sont-ils sur le point de respecter les différents objectifs qu'ils s'étaient fixés ?

Karine Durand : Des efforts sont faits, l'année 2019 a été marquée par un niveau record d'émissions à effet de serre. Ce niveau n'a plus été atteint depuis, en considérant la baisse liée au Covid, bien entendu. Certains pays délocalisent leurs émissions en développant les énergies renouvelables et investissent dans des industries polluantes en Chine et dans les pays de l'Est. Voilà pourquoi on parle de « délocalisation du carbone ». Le plan d'action Alertes précoces pour tous de l'ONU et de l'Organisation Météorologique Mondiale prévoit de gros investissements pour une meilleure observation et compréhension des dangers météorologiques, mais aussi pour la communication sur ces dangers.



Karine Durand est présentatrice TV chez CNews.
© Karine Durand.

« Il faut travailler avec la nature, pas contre elle »

- Karine Durand

La hausse de +1,5°C sera atteinte, à priori, d'ici 2026 et il est possible que l'on se dirige vers une augmentation de 2°C. Seul un changement drastique de nos sociétés pourrait ralentir cette tendance. Je suis convaincue qu'il faut travailler avec ce que l'on appelle les Solutions Fondées sur la Nature (Natural Based Solutions).

LR : Les États agissent-ils suffisamment pour ces changements climatiques ? Y a-t-il beaucoup de débats pour peu d'actions ou manquent-ils juste de temps et de moyens financiers ?

KD : Je ne pense pas que ce soit une question de moyens

financiers, ni de temps. Il s'agit là de volonté, du gouvernement et de nous-mêmes. Si les gouvernements prenaient réellement des mesures radicales pour nous contraindre à un mode de vie moins énergivore et plus sobre, serions-nous prêts à les accepter ?

LR : Que pensez-vous des conséquences climatiques causées par les pays développés, touchant principalement les pays pauvres notamment ceux d'Afrique ?

KD : C'est dramatique et terriblement injuste mais je tiens à préciser que ces pays mettent en place des actions incroyables pour régénérer la nature. Ayant assisté à des conférences internationales avec des représentants d'Inde et d'Afrique du Sud, j'ai vraiment été étonnée de constater tous les sujets en faveur de l'environnement. Sur certains points, ils mènent des actions bien plus avancées que l'Europe qui regardait, jusqu'à il y a peu, les conséquences avec beaucoup de distance. Or, tout a changé. L'Europe de l'Ouest est désormais l'une des zones qui se réchauffe le plus.

LR : Depuis le début de votre carrière, pouvez-vous noter des changements drastiques sur vos conditions de travail en rapport avec ce changement climatique ?

KD : Il y a dix ans, la plupart des présentateurs météo refusaient de parler de changement climatique, on ne se sentait pas à l'aise car nous n'étions pas sûrs des études scientifiques et de la réaction qu'aurait le public. Aujourd'hui c'est une évidence pour nous d'en parler.

Lucie Rousvoal